

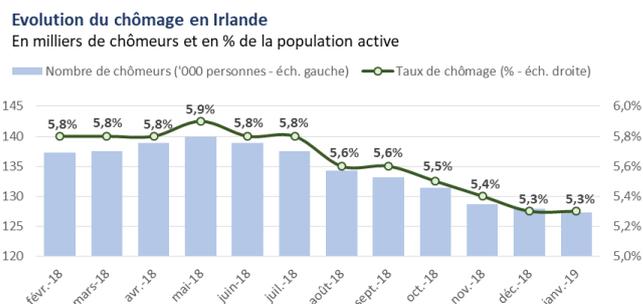


MACROECONOMIE

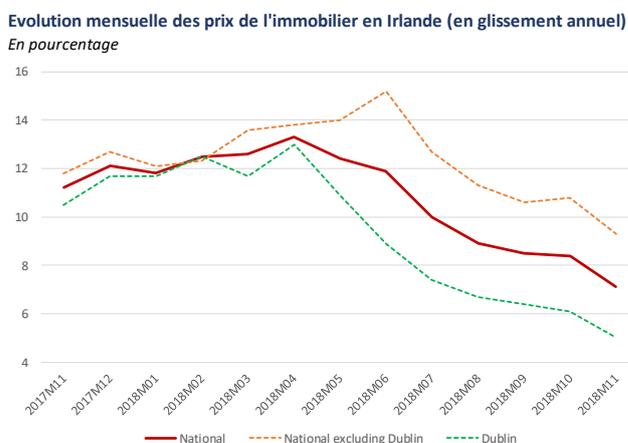
Activité économique – La baisse du PMI manufacturier s’est accélérée en janvier, à **52,6** (contre 54,5 le mois précédent) – son niveau le plus faible en deux ans, bien que toujours en territoire positif. Les entreprises sondées rapportent un ralentissement des commandes en provenance du Royaume-Uni, nourri par l’incertitude entourant les négociations sur le Brexit. Le ralentissement de la croissance économique dans la zone euro – dont le PMI manufacturier, en baisse, approche le seuil inférieur de la zone positive, à 50,5 – se traduit également par de faibles commandes en provenance d’Europe. Le PMI irlandais des services a atteint quant à lui son plus faible niveau en cinq ans et demi, à **54,2** en janvier (contre 56,3 le mois précédent) – mais demeure toutefois soutenu.



Chômage – Le taux de chômage en Irlande était stable en janvier par rapport au mois précédent, à 5,3% et – en baisse de -0,7pp par rapport janvier 2018. Le nombre de chômeurs, corrigé des variations saisonnières (cvs), s’établissait ainsi à 127 300 en janvier 2019, soit 300 de moins qu’en décembre et 13 400 de moins qu’en janvier 2018. Bien qu’en baisse de -1,3pp en glissement annuel (g.a) le taux de chômage des jeunes a connu une légère hausse de +0,2pp en janvier 2019 par rapport au mois précédent, à 12,4%.



Immobilier – L’inflation sur le marché immobilier ralentit en Irlande. Selon l’indice des prix des propriétés résidentielles, l’inflation n’aurait atteint « que » +7,1% en novembre en g.a (contre +8,4% le mois précédent), avec +5,0% à Dublin et +9,3% dans le reste du pays. Les prix de l’immobilier non-ajustés des variations saisonnières étaient même en baisse par rapport au mois de décembre 2018, à -0,5% (-0,7% à Dublin). Par ailleurs, un récent sondage publié par la *Society of Chartered Surveyors Ireland* prévoit une inflation de +4,0% en 2019 (+5,0% à Dublin). Pour mémoire, l’inflation annuelle sur le marché immobilier en janvier 2018 atteignait près de 12%.



Source: CSO

Exchequer – L'*Exchequer* (budget du gouvernement central) affichait un excédent de 1,64 Mds€ en janvier 2019, en hausse de +114 M€ par rapport à janvier 2018. Les recettes ont été dynamiques en début d'année, à 5,4 Mds€, supérieures aux estimations et en hausse de +7,0% (+351M€) en janvier 2019 par rapport à janvier 2018, notamment grâce à une hausse de +11,7% des recettes de TVA et de +7,6% des recettes d'impôt sur le revenu. Les dépenses courantes brutes étaient toutefois également en hausse de +7,0% en janvier 2019 en glissement annuel, à 4,6 Mds€ (supérieures aux prévisions), principalement du fait d'un accroissement des dépenses dans le logement, les transports et l'éducation.

LE CHIFFRE DU MOIS

80 MILLIONS

C'est le nombre d'individus d'ascendance irlandaise résidant hors République d'Irlande (diaspora au sens large), soit 17 fois la population du pays. Au sens strict de la définition retenue par l'Etat irlandais – individus de nationalité irlandaise non-résidents en Irlande –, la diaspora irlandaise est toutefois considérablement plus faible, estimée à 3 millions de personnes. C'est au XIX^{ème} siècle que l'émigration irlandaise se développe rapidement. D'abord motivée par le statut économique précaire des Irlandais et la domination politico-économique de l'Irlande par l'Empire britannique, l'émigration accélère entre 1845 et 1855, lors de la « Grande famine » puis devient structurelle jusqu'au début du XX^{ème} siècle. Les Etats-Unis sont de loin le premier pays d'accueil d'individus d'ascendance irlandaise, avec plus de 33 millions de personnes, soit environ 10% de la population américaine. Près de la moitié des présidents américains – dont John F. Kennedy et Ronald Reagan – sont d'ascendance irlandaise, ainsi que de nombreuses personnalités telles que Neil Armstrong, Henry Ford, Jim Morrison ou encore Clint Eastwood. La diaspora irlandaise (au sens large) représente une part importante de la population de nombreux pays anglophones : ainsi, 30% des citoyens australiens, 14% des citoyens canadiens et 10% des citoyens britanniques sont d'ascendance irlandaise.

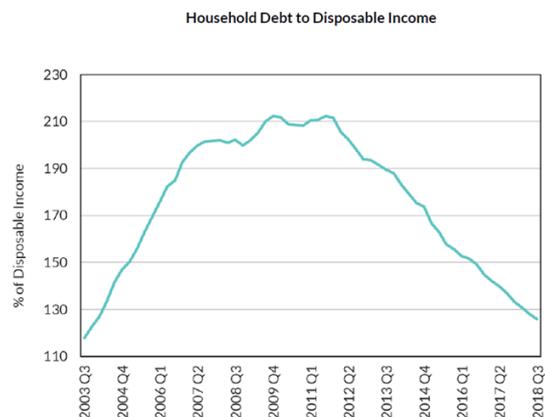
SECTEUR FINANCIER

PME – Selon un récent sondage publié par le Ministère des Finances irlandais (*Department of Finance* – DoF), la demande de crédit en provenance des PME demeure faible en Irlande. Sur la période avril – septembre 2018, seules 20% des PME ont sollicité un crédit, en baisse par rapport au sondage précédent (26% entre octobre 2017 et mars 2018). Cette tendance baissière devrait se confirmer selon le DoF, qui prévoit que seules 19% des PME solliciteront un crédit sur les 6 prochains mois. Malgré des conditions économiques favorables, 89% des PME sondées rapportent ne pas avoir besoin de contracter de prêt à l'heure actuelle. Les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration (28%) et de la construction (26%) enregistraient les plus forts taux de sollicitation.

Vente de prêts bancaires à des tierces parties – La Banque centrale irlandaise (CBI) a fait part de ses inquiétudes vis-à-vis d'un projet de loi déposé par le parti d'opposition *Sinn Féin*, qui propose de soumettre à l'accord des emprunteurs la cession de prêts à des investisseurs privés par des institutions financières. A l'heure actuelle, l'accord de l'emprunteur sur les transferts de prêts est obtenu au moment de la signature du contrat initial. Selon la CBI, ce projet de loi pourrait avoir un impact négatif sur les taux d'intérêt et les exigences de fonds propres – réduisant la capacité des institutions à prêter aux ménages et aux entreprises. Si ce projet de loi était adopté, il n'affecterait pas seulement les banques mais également les autres prêteurs, qui sont devenus une composante de plus en plus importante du paysage financier irlandais. Ce projet ne constitue toutefois pas la première proposition de loi de « protection des emprunteurs » de l'actuelle législature : le *Fianna Fáil* avait déposé un projet visant à permettre à la CBI de réviser et de fixer les prix sur le marché hypothécaire, projet auquel la CBI et la BCE étaient également opposées. Selon les médias, une version amendée de ce projet devrait être prochainement déposée au Parlement.

Marché hypothécaire – Selon les données publiées par la Fédération irlandaise des banques et des paiements (BPF), les prêts hypothécaires accordés ont atteint 2,6 Mds€ au quatrième trimestre 2018, portant l'encours total de prêts à 8,7 Mds€ en 2018 – en hausse de +18% par rapport à 2017. Le volume des prêts destinés à l'achat de biens résidentiels a augmenté de +9,3% en 2018, à 32 000, tandis que la valeur moyenne d'un prêt a augmenté de +4,0%, à 226 000€. Le mois de décembre a toutefois été relativement décevant, les prêts hypothécaires atteignant 535M€ (+1,5% en g.a. mais en baisse de -0,4% en volume).

Dette des ménages – Selon la Banque centrale irlandaise, la dette des ménages s’est établie à 137,5 Mds€ au troisième trimestre 2018 (28 316€ par habitant), en baisse de -2,1% par rapport au trimestre précédent. Elle a ainsi atteint son plus faible niveau depuis T3 2005 et a diminué de -32,7% depuis son pic atteint une décennie plus tôt (204,2 Mds€). La dette des ménages représentait 125,8% du revenu disponible, en baisse de -2,1pp par rapport au trimestre précédent et de -11,1pp par rapport à T3 2017, une diminution significative. Les ménages irlandais demeurent toutefois les quatrièmes les plus endettés de l’Union européenne.



BREXIT

Estimation des risques d’un Brexit sans accord sur l’économie irlandaise – Le ministre des Finances Paschal Donohoe a publié fin janvier un communiqué présentant une première estimation de l’impact d’un Brexit sans accord sur l’économie irlandaise. Le PIB serait inférieur de 4,25 % à l’horizon 2023 par rapport à la trajectoire présentée dans le budget 2019, la croissance serait de 2,7 % en 2019 et de 1 % en 2020, le chômage augmenterait de 2 points par rapport à la trajectoire inscrite dans le budget 2019 et le solde des finances publiques (à l’équilibre en 2018 pour la première fois depuis la crise) afficherait de nouveau un déficit dès 2019, qui se creuserait ensuite. Le ministre souligne que l’impact serait particulièrement fort dans le secteur agro-alimentaire (par ailleurs intensif en main d’œuvre) et pour les PME. M. Donohoe a toutefois rappelé que l’Irlande ne connaîtrait pas de récession même dans un scénario Hard Brexit.

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production									
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,2	179,9	195,3	262,5	273,2	294,1	
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,2%	1,3%	8,8%	25,1%	5,1%	7,2%	
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3	
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	107 182	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	39,4%	
Compte courant									
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,40	116,92	122,14	
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,13	76,89	
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,29	42,79	45,25	
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	12,50%	
Evolution des prix									
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	13,3%	
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,6%	
Population									
Population	4 554 800	4 574 900	4 593 700	4 614 700	4 645 400	4 687 800	4 739 600	4 792 500	
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,4%	0,5%	0,7%	0,9%	1,1%	1,1%	
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	19 800	34 000
Marché du travail									
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300	2 417 000
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%	2,8%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%	62,6%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377	135 508
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%	5,7%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825	346 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%	15,2%
Nombre de personnes employées par les multinationales	N/A	250 400	297 702	299 870	301 533	305 952	N/A	N/A	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	N/A	16,7%	19,8%	19,3%	18,9%	18,7%	N/A	N/A	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%	
Revenu disponible brut des ménages (M€)	85 075	82 356	85 516	85 319	85 980	89 051	92 558		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-6,5%	-3,2%	3,8%	-0,2%	0,8%	3,6%	3,9%		
Consommation et investissement									
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%	
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%	
Secteur financier									
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%
Encours de crédit total aux ménages - (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4	6 557,7
Gouvernement									
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	77,3	81,1
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-0,7	-0,3
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,2%	-0,4%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,0%	-0,4%
Dettes publiques (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	201,3	205,9
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,9%	119,7%	104,1%	76,7%	73,4%	68,4%	64,0%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	267,0%	254,7%
Politique énergétique									
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :									
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	7,6%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	4,8%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	29,8%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	9,3%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	0,5%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	66,0%	

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	janv-19
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)		78,22			78,94			79,49				
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>		9,0%			8,7%			4,90%				
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	96,3	87	98,2	102,8	95,8	97,3	105,8	108,1				
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	104,3	102,6	101,7	109,1	108,6	108,1	111,4	107,3				
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	91	72,6	95,9	98,1	89,9	94,5	100,5	111				
Purchasing Managers Index - Manufacturing	56,2	54,1	55,3	55,4	56,6	56,3	57,5	56,3	54,9	55,4	54,5	52,6
Purchasing Managers Index - Services	57,2	56,5	58,4	59,3	59,5	57,5	58	58,7	57,2	57,1	56,3	54,2
Purchasing Managers Index - Construction	59,2	57,5	60,7	61,8	58,4	60,7	58,3	56,2	52,9	55,5	56,3	
Compte courant												
Importations de marchandises (en Md€)	7,0	6,4	6,8	6,6	7,9	8,2	7,8	8,4	8,0715	7,32		
Exportations de marchandises (en Md€)	11,0	10,5	11,2	11,7	11,8	11,9	11,4	11,7	12,2	11,9		
Solde commercial (en Md€)	4,0	4,1	4,4	5,2	3,9	3,7	3,7	3,3				
Balance courante trimestrielle (en Md€)		9,552			10,162			9,104				
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)		8,2%			10,0%			10,5%				
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	0,9%	0,3%	-0,2%	0,6%	0,1%	0,4%	0,3%	-0,4%	-0,1%	-0,5%	0,0%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,5%	1,3%	1,7%	0,5%	1,9%	0,5%	0,3%	1,0%	0,4%	-0,1%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,9%	0,0%	0,4%	0,7%	0,1%	0,9%	0,8%	0,8%	0,2%	-0,7%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	1,1%	0,5%	0,6%	0,6%	0,0%	0,3%	1,0%	0,5%	0,8%	0,5%	0,2%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	137200	137500	138900	139900	138900	137500	134300	133200	131400	18700	127900	127300
<i>Taux de chômage global</i>	5,8%	5,8%	5,8%	5,9%	5,8%	5,8%	5,6%	5,6%	5,5%	5,4%	5,3%	5,3%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	13,8%	14,0%	14,0%	14,2%	14,0%	13,8%	13,6%	13,4%	12,9%	12,3%	12,2%	12,4%
Salaire horaire moyen (var YoY, 4T roulants, en%)		3,1%			3,0%			2,1%				
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)		-0,2%			1,3%			1,0%				
Investissement (variation trimestrielle en %)		-3,5%			1,4%			21,8%				
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	2,0%	-1,0%	4,6%	4,2%	6,3%	5,3%	2,7%	6,4%	6,3%	3,3%	3,7%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	4,6%	1,6%	3,6%	3,5%	4,5%	2,9%	3,8%	6,1%	4,2%	1,7%	5,1%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	-1,9%	-6,0%	9,7%	6,7%	14,2%	8,8%	0,1%	8,1%	11,8%	8,5%	-5,1%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,3%	0,9%	0,3%	0,2%	0,8%	0,0%	0,4%	0,6%	0,1%	0,1%	0,6%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,0%	-0,1%	0,4%	0,9%	0,9%	0,1%	0,7%	0,5%	1,0%	-1,0%	-0,2%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	0,0%	0,3%	-1,2%	-0,2%	2,0%	0,3%	0,1%	1,0%	0,9%	-1,7%	0,3%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	0,0%	0,5%	-1,6%	-0,1%	2,4%	0,2%	0,2%	1,2%	0,9%	-1,9%	0,1%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-0,8%	0,9%	0,1%	-3,4%	1,8%	0,2%	0,4%	0,8%	-0,2%	0,3%	-0,6%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 683,39	6 593,65	6 805,19	7 140,86	6 982,83	6 773,91	6 782,59	6 522,36	6 147,61	5 818,65	5 479,81	5 882,14
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	1,080%	0,913%	0,968%	0,942%	0,823%	0,864%	0,867%	0,992%	0,985%	0,933%	0,906%	0,878%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPFII

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dtresor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 11/02/2019